

Comment se libérer de l'emprise des ultra-riches

2e partie : mettre fin à la domination des ultra-riches

Partage international n° [451](#) - Mars 2026

par Luc Guillory

Dans cette deuxième partie, nous parcourons quelques pistes qui pourraient être explorées pour contrer l'emprise hégémonique des milliardaires sur la vie des masses.

Faites connaître leurs actes, contrer leurs intentions

Comme nous l'avons expliqué dans la première partie de cet article, le système économique néolibéral, que soutiennent les ultra-riches, repose sur l'accaparement et l'accumulation.

Un levier possible à activer, si nous prenons conscience de cette méthode visant à accumuler du capital, consiste à saisir toute opportunité de ne pas céder à leur volonté d'accaparement.

Illustrons cela par l'exemple de la récente tentative d'Elon Musk d'acquérir Team For The Planet (TFTP)¹, une start-up initialement considérée comme un acteur prometteur du secteur de l'énergie et de l'industrie. Dans sa quête d'acquisitions d'actifs stratégiques en Europe, le célèbre milliardaire a ciblé TFTP et a offert une somme considérable aux actionnaires actuels. Soutenue par Donald Trump, la campagne d'acquisitions d'E. Musk vise à ralentir le développement des technologies alternatives au pétrole, en les rachetant et probablement en stoppant ensuite leur développement.

Toutes les activités dans lesquelles opère TFTP s'inscrivent dans les objectifs ciblés par E. Musk : le traitement des déchets, la réduction de la consommation de carburant pour la navigation maritime, l'électrification et la décarbonation massive des bâtiments, entre autres. Finalement, « L'offre que l'on ne peut refuser a été refusée »,

titrait le quotidien français *Le Monde* il y a quelques mois. La tentative agressive de rachat menée par TFTP a échoué. Les petits actionnaires ont résisté à la tentation des gros investisseurs et à la perspective de laisser les plus riches s'accaparer tout ce qu'ils désirent.

Un point essentiel à cet égard est de faire connaître au grand public, via les réseaux sociaux et autres médias disponibles, les tentatives d'acquisition et les intentions sous-jacentes des plus fortunés. Malgré leur goût immodéré pour la médiatisation, les milliardaires détestent que leur avidité soit exposée au grand jour, révélant ainsi une facette bien moins reluisante de leur personnalité, loin de l'image officielle qu'ils projettent.

La stratégie d'information du grand public s'applique également à d'autres activités des milliardaires, comme l'utilisation incessante de leurs jets privés après la pandémie de Covid-19. Des associations ont créé des applications informatiques pour suivre ces appareils, permettant ainsi de géolocaliser en temps réel le jet de chaque milliardaire et de révéler publiquement la réalité ou l'absence de leur engagement en faveur de la réduction des émissions de CO₂, en comparaison des discours officiels sur la nécessité de réduire la pollution aérienne.



Aéroport de la ville de East Hampton rempli de jets privés

C'est Jack Sweeney, étudiant à l'Université du Centre de la Floride, qui a lancé ce mouvement de publication des données de géolocalisation des jets privés de célébrités sur les réseaux sociaux. J. Sweeney a depuis figuré dans le classement Forbes

2024 des Américains de moins de 30 ans les plus influents dans le secteur des technologies grand public.

Le pouvoir sans limites des ultra-riches se manifeste par leur étalage ostentatoire de richesse et leur mépris total pour le grand public. Ils préfèrent toutefois que leurs stratégies restent dans l'ombre. Il est donc primordial de révéler leurs agissements.

Taxer les riches

L'idée de taxer les riches sur leurs biens et leurs revenus gagne du terrain partout dans le monde. A quelques exceptions notables près, la plupart d'entre eux abhorrent cette idée. Grâce à de vastes campagnes d'information diffusées sur les réseaux sociaux et dans les médias traditionnels, il est désormais de notoriété publique que les plus riches paient un taux d'imposition effectif inférieur à celui de nombreux travailleurs et ménages ordinaires. Bien que dans nombre de pays, comme les États-Unis, le culte de la richesse soit très prégnant, nombreux sont les citoyens qui ont pris conscience de cette situation scandaleuse : alors que le revenu moyen des classes moyennes et populaires stagne, voire régresse, les revenus et le patrimoine des plus riches ont connu une croissance exponentielle ces dix dernières années. Susciter un fort sentiment d'injustice au sein de la population revêt un enjeu majeur. Nombreux sont ceux qui ne comprennent pas les mécanismes par lesquels les plus fortunés s'enrichissent toujours plus, tandis que l'immense majorité de leurs concitoyens peinent à joindre les deux bouts au quotidien. Et ils deviennent en conséquence des proies faciles pour les politiciens d'extrême droite, qui ne manquent jamais une opportunité de faire des migrants et autres groupes vulnérables des boucs émissaires.

La seule voie à suivre est la mise en place d'une fiscalité progressive, non seulement sur les revenus, mais aussi sur le patrimoine.



*Tax the rich demonstrator, London, UK, , 2022
(Photograph : Alisdare Hickson, Wikimedia Commons)*

En France, la taxe Zucman² a récemment fait l'objet de débats parlementaires. Ce projet vise à instaurer une taxe de 2 % sur la valeur totale de tout patrimoine excédant 100 millions d'euros. Une pratique courante chez les plus fortunés consiste à transférer leurs actifs, via des sociétés écrans, dans des holdings localisées dans des paradis fiscaux. Ils échappent ainsi légalement à l'impôt sur les dividendes et les revenus. Ils utilisent des stratagèmes similaires pour ne pas percevoir leurs dividendes (et donc ne pas payer l'impôt sur le revenu correspondant) ; généralement, ils empruntent auprès des banques en offrant leurs actifs en garantie. Les plus fortunés ont vivement réagi au projet de mise en œuvre de la taxe Zucman, mais les faits sous-jacents sont désormais bien documentés et connus. Ne pouvant plus se cacher, ces grandes fortunes sont parfois tentées de se tourner vers des régimes autoritaires susceptibles de protéger leurs actifs.

Aux États-Unis également, le sénateur Bernie Sanders a révélé que l'administration Trump avait accordé des exonérations fiscales se chiffrant en milliers de milliards de dollars aux milliardaires, tandis que des millions de citoyens ordinaires perdaient leur assurance maladie. Une véritable guerre est menée par l'oligarchie des plus riches contre le peuple. Le seul remède pour y mettre fin est de faire connaître les conséquences de ces mesures et de taxer plus équitablement les plus fortunés, afin de rétablir la justice.

Taxer les transactions financières

Dans un monde économique dominé par les puissances financières (banques, fonds spéculatifs, fonds d'actions, etc.) et les marchés boursiers, il est illusoire d'espérer inverser la tendance tant que les bénéficiaires et les dividendes ne seront pas correctement imposés. Il est indispensable que le secteur de la finance devienne moins lucratif.

Jusqu'à présent, toutes les tentatives, comme la taxe Tobin, ont échoué car les plus riches sont parvenus à bloquer la mise en œuvre de mesures aussi efficaces grâce à leur influence et à leur emprise sur les responsables politiques du monde entier. C'est particulièrement vrai aux États-Unis où les dons de millions de dollars aux politiciens sont désormais légaux.

Le fait que de nombreux pays aient recours aux paradis fiscaux pour leurs propres affaires n'arrange rien. Gouvernements, banques, géants de la bourse,

fonds spéculatifs et ultra-riches sont inextricablement liés par un réseau d'intérêts particuliers, déjouant toute tentative de transformation profonde. Selon les estimations de la société civile et de nombreux économistes, au moins 100 milliards de dollars de recettes fiscales sont perdus chaque année. Comment inverser cette tendance ? En diffusant ces informations le plus largement possible afin que les milliardaires ne puissent plus se dissimuler. Une opinion publique éclairée est absolument indispensable et constitue le moyen le plus efficace pour mettre en lumière les pratiques occultes des ultra-riches.

Les mesures détaillées ci-dessus mettent l'accent sur la lutte contre les paradis fiscaux. Au début des années 1980, le néolibéralisme a pris de l'ampleur sous l'impulsion de la première ministre britannique Margaret Thatcher et du président américain Ronald Reagan. La vague de libéralisation qu'ils ont prônée a permis la libre circulation des capitaux et le rapatriement sans entrave des dividendes et des bénéficiaires. Aujourd'hui, il est indispensable de renégocier et de mettre en œuvre une réglementation internationale.

Rompre le lien entre : connivence politique et corruption des administrations publiques.

Le pouvoir des plus riches résulte rarement d'actions isolées. Il est très souvent lié à des liens étroits avec le monde politique. Les décisions politiques qui déterminent les règles et les conditions économiques, fiscales et financières sont censées favoriser les riches. Cela est lié à la corruption discrète qui existe, notamment dans les nations dites démocratiques.

Les très riches ne se contentent pas de canaliser la richesse à leur profit³, ils canalisent également le pouvoir, sapant ainsi la démocratie et conduisant à une société oligarchique dans laquelle les gens ordinaires ne sont plus des « citoyens » mais plutôt des « ressources » utiles... ou inutiles.

Les plus riches étendent leurs liens politiques aux agences et ministères gouvernementaux.

L'exemple suivant illustre la manière dont fonctionnent ces liens étroits : le Parlement et le Sénat français ont récemment voté une nouvelle loi instaurant une taxe sur les dividendes « Cum-

Cum »⁴. Le ministre de l'Économie et des Finances a reçu l'ordre de la mettre en œuvre, au grand dam du secteur bancaire. Or, rien n'a été fait. Exaspéré par la situation, le rapporteur général du Sénat sur les budgets a effectué une visite inopinée au ministère des Finances en juin 2025, conformément à son droit démocratique de procéder à des contrôles documentaires sur site. Ce qu'il a découvert était consternant : le décret adopté pour mettre fin au système de fraude aux dividendes Cum-Cum avait été presque entièrement réécrit par la Fédération bancaire française (FBF). Sur instruction de la FBF, le gouvernement a ajouté des clauses de non-application qui ont rouvert la faille et protégé un système frauduleux ayant entraîné des pertes de recettes fiscales entre 2000 et 2020 estimées à quelques 33 milliards d'euros. En pratique, cela signifie que la FBF a infiltré le ministère des Finances, agissant directement au cœur du système pour servir ses propres intérêts, en parfaite violation des lois démocratiques.

Il a été ultérieurement reconnu par un tribunal français que les Cum-Cum constituent un phénomène de fraude majeur ayant permis à des investisseurs étrangers de frauder le fisc français, avec la complicité d'établissements bancaires qui, ce faisant, ont perçu des rémunérations. Il incombe aux organisations de la société civile œuvrant pour la transparence dans la vie publique de rechercher et de faire connaître ces faits qui, autrement, demeurent méconnus du grand public.

Combattre la « mentalité »

Les efforts mentionnés ci-dessus (et bien d'autres qui pourraient être entrepris) suffiraient-ils à contrer et à repousser les agissements des ultra-riches dans leur quête d'une domination totale et irréversible ? Probablement pas. Il ne s'agit pas seulement de mesures politiques, fiscales et financières concrètes, car l'ordre économique libéral international est structuré de telle sorte qu'il favorise l'accumulation et la concentration des richesses et du pouvoir.

Pour enrayer et inverser la tendance actuelle, il est nécessaire de comprendre, de dévoiler et de mettre en lumière la « mentalité » des ultra-riches, ainsi que les mécanismes qui sous-tendent leur course effrénée vers toujours plus de richesse et de pouvoir – car ce sont précisément ces mécanismes qu'il faut attaquer.

Briser le « schéma de pensée »

Dans son excellent ouvrage *La survie des plus riches : les fantasmes d'évasion des milliardaires de la tech*, Douglas Rushkoff⁵ propose une analyse pertinente de la mentalité des ultra-riches. La psyché des milliardaires se situe au-delà du spectre des pensées et des comportements habituels des gens ordinaires. Ils nourrissent des peurs spécifiques, un ensemble de craintes qui convergent vers un dénominateur commun qu'ils appellent « l'Événement ». L'Événement est leur euphémisme pour désigner « *un effondrement environnemental majeur, des troubles sociaux sur une vaste échelle, une explosion nucléaire, une tempête solaire de grande envergure, un virus incontrôlable, ou encore un piratage informatique malveillant* »⁶, autrement dit un événement qui anéantirait tout. Ils anticipent qu'un événement majeur surviendra un jour et que leur vie sera en danger, car le monde entier les traquera. D'où leur ruée vers des refuges sûrs dans les pays dits « verts », où ils tentent d'acquérir des propriétés pour y construire des bunkers et espérer y survivre. (cf. *Partage international*, janvier/février 2026).

*« Leur richesse et leurs privilèges extrêmes n'ont abouti qu'à les rendre obsédés par le besoin de se protéger des dangers bien réels et actuels que sont le changement climatique, la montée des eaux, les migrations massives, les pandémies mondiales, la panique nativiste et l'épuisement des ressources. Pour eux, l'avenir de la technologie se résume à une seule chose : échapper au reste d'entre nous. »*⁶

Autrement dit, malgré les plans d'affaires brillants et optimistes qu'ils présentent pour convaincre le monde que la technologie profitera à la société, ils sont parfaitement conscients, au fond d'eux-mêmes, des immenses dangers qui nous attendent. Ils pourraient choisir de jouer un rôle significatif pour remédier aux causes des catastrophes à venir, telles qu'ils les perçoivent. Mais ils choisissent de ne pas le faire, cherchant plutôt à s'isoler du reste de l'humanité. Comme le dit si bien D. Rushkoff, « *ils ont succombé à une mentalité où « gagner » signifie gagner suffisamment d'argent pour se protéger des dommages qu'ils causent en gagnant de l'argent de cette manière* »⁶. Une course nihiliste conduit l'humanité entière au désastre, mais les vainqueurs de cette course (comme dans un jeu numérique) refusent de l'arrêter et de renoncer à leur avidité profondément enracinée, malgré leur certitude que l'apocalypse est imminente. Ils espèrent seulement que la technologie elle-même les sauvera personnellement, une technologie déifiée au-dessus des lois de la nature.

Ils sont pris dans ce que D. Rushkoff appelle « l'équation de l'isolation ». Autrement dit, leur « quête » consiste à « *gagner suffisamment d'argent pour s'isoler de la réalité qu'ils ont eux-mêmes créée en amassant de l'argent* »⁶. Les plus riches parmi les riches ont bien compris qu'être milliardaire ne suffit pas : il faut devenir multimilliardaire, atteindre un niveau de richesse et de pouvoir qui pourrait vous sauver de la catastrophe imminente (même si ce n'est qu'une pure illusion). D'où les efforts acharnés d'Elon Musk, Sam Altman (cofondateur d'OpenAI), Jeff Bezos et d'autres pour amasser plus de mille milliards de dollars.

La compétition se joue aussi entre milliardaires : pour survivre, il faut franchir l'étape suivante, car la règle du jeu est simple : « le gagnant rafle tout ».

Il ne s'agit pas seulement d'une attitude névrotique de techno-libertariens égocentriques, sociopathes, voire psychopathes, et puissants : ils savent que les « petits milliardaires » finiront par rejoindre la cohorte des perdants. Le but du jeu est d'atteindre le stade des « centimilliardaires », puis celui des ultra-milliardaires.

Inutile de préciser que se départir de toute empathie est une condition sine qua non pour les gagnants potentiels. D'où la récente déclaration de E. Musk : « *La faiblesse fondamentale de la civilisation occidentale, c'est l'empathie.* »

Comme le souligne D. Rushkoff, « *les recherches suggèrent qu'une fois au pouvoir, les individus ont tendance à se comporter comme des patients souffrant de lésions des lobes orbitofrontaux. Autrement dit, l'expérience de la richesse et du pouvoir équivaut à la suppression de la partie du cerveau « essentielle à l'empathie et aux comportements socialement appropriés »*⁶. Les gagnants s'isolent du reste de la population. Pire encore, leur quête de prétendus bunkers anti-apocalypse révèle qu'ils anticipent la colère des consommateurs et des travailleurs qu'ils exploitent, ce qui met leur vie en danger. Pourtant, au lieu de modifier leur état d'esprit et de promouvoir un monde plus juste, ils choisissent délibérément de s'isoler davantage et refusent de renoncer à leurs privilèges. La conquête, la colonisation, la domination et l'extraction des ressources restent leurs principales préoccupations. Les grandes multinationales sont leurs nouveaux conquistadors, au service de leur entreprise de conquête et d'exploitation. Elles ont besoin d'une croissance perpétuelle. C'est pourquoi le « capitalisme vert » n'est qu'un écran de fumée.

Il est indispensable de rompre avec ce modèle de croissance incompatible avec un monde aux ressources limitées. Par conséquent, imposer des taxes élevées aux multinationales pour leurs activités polluantes est impératif, tout comme une réglementation à tous les niveaux : environnemental, social et fiscal. Les marchés non réglementés favorisent les plus puissants. Il est donc crucial de réguler à nouveau un capitalisme débridé qui précipite le monde vers le désastre, car le chaos est devenu sa nouvelle forme de domination. Pour les nations, il s'agit de reconquérir leur souveraineté et d'effectuer un transfert vital de pouvoir vers leurs peuples. Sinon, demain, l'air que nous respirons sera transformé en marchandise et les plus riches décideront qui a le droit de respirer et qui ne l'a pas. Ils considéreront cela comme un droit naturel, un privilège normal, et si la moindre trace d'empathie les amenait à remettre en question leur comportement, le pouvoir de la « mentalité » l'anéantirait rapidement sous prétexte de poursuivre la course au succès. Ils accumulent les paris, d'un niveau à l'autre du jeu de pouvoir (ils appellent cela « devenir méta »). On observe une migration croissante des actifs du monde réel vers les actifs numériques et abstraits (les produits dérivés aujourd'hui, demain peut-être l'ADN humain?), alimentant ainsi un système de Ponzi qui, s'il était stoppé, entraînerait une chute vertigineuse.

Mais la planète n'est pas une marchandise, l'humanité n'est pas une marchandise. Ce sont les plus riches qui doivent s'adapter au monde, et non le monde qui doit s'adapter aux plus riches.

1. TFTP, créée en avril 2019, est une holding qui investit dans la lutte contre le changement climatique en France et à l'international, opérant sous la marque Team for the Planet.

Entreprise engagée, elle se définit comme un mouvement citoyen.

2. Gabriel Zucman : économiste travaillant en France, auteur de *Les milliardaires ne payaient pas d'impôt sur le revenu et nous allons y mettre fin*.
3. Aux États-Unis, quelque 900 milliardaires contrôlent une richesse de près de 8 000 milliards de dollars.
4. Le procédé Cum-Cum est une pratique qui consiste pour les actionnaires à transférer leurs actions à un tiers dans un autre pays afin d'éviter l'impôt sur les dividendes. Le terme Cum-Cum vient du latin et signifie « avec-avec ». Ce procédé consiste à emprunter des actions auprès d'un investisseur étranger juste avant le versement des dividendes, puis à les lui restituer. L'investisseur échappe ainsi à l'impôt. La banque, en tant qu'établissement français, ne paie pas d'impôt et perçoit une commission pour le service rendu à son client.
5. Douglas Rushkoff est professeur de théorie des médias et d'économie numérique au Queens College de l'Université de la Ville de New York. Classé parmi les dix intellectuels les plus influents au monde par le MIT, il anime le podcast Team Human et est l'auteur de nombreux ouvrages primés. Il vit à Hastings-on-Hudson, dans l'État de New York.
6. *La survie des plus riches : les fantasmes d'évasion des milliardaires de la tech*. (Douglas Rushkoff, éd. W. W. Norton & Company)

Auteur : Luc Guillory, collaborateur de Share International demeurant à Dijon (France).

Thématiques : [Économie](#)

Rubrique : [Divers](#) ()